



# Une convergence nécessaire et possible !

Macron s'en prend à nous tous : jeunes avec la sélection dans les facultés, retraités avec la hausse de la CSG, salariés avec la casse du code du travail, cheminots avec la fin de leur statut, hôpitaux avec de nouvelles ponctions dans les budgets, malgré toutes les déclarations mensongères du pouvoir.

Et on ne pourrait pas riposter tous ensemble ? Nombreux sont ceux qui le redoutent, sous leurs airs de « on reste droit dans nos bottes ». En réalité, les gouvernants ne sont forts que de notre faiblesse et de notre division.

Et pourtant, on ne peut reprocher à Macron de faire tout ce qu'il peut pour nous mettre en colère : il mène ouvertement une politique en faveur des plus riches, de façon claire et assumée, au détriment de tous les services destinés au public. Dernier épisode en date : une interview au journal Forbes (le journal destiné par excellence aux hommes d'affaires de la planète), où il apparaît en Une avec comme titre « le chef des marchés libres », et où il annonce sa volonté de supprimer « l'exit tax » dès 2019. Une mesure mise en place par Sarkozy pour lutter contre l'évasion fiscale. Macron réussit l'exploit d'être encore plus le président des riches que Sarkozy !

Alors c'est vrai que les gouvernants ont leurs éléments de langage, pour diviser les salariés et ceux qui travaillent de leurs mains. Comme la sortie de Macron sur le fait que les agriculteurs n'ayant pas de retraite, il ne peut garder le statut des cheminots ! On ne voit pas trop le rapport, mais c'est commode. On voit bien la suite : « je ne peux enlever le statut des cheminots et laisser les employés des caisses sociales dans un emploi quasiment à vie, ou laisser les personnels des hôpitaux avoir un statut, ou encore permettre aux fonctionnaires de partir en retraite avec des calculs un peu

moins défavorables que ceux des autres salariés. » On peut décliner ces fredaines à l'infini. Il s'agit juste de nous faire croire que nous n'avons pas les mêmes intérêts, et que donc, nous ne pourrions nous battre ensemble. En nous faisant croire que nous ne serions pas concernés par la lutte des cheminots, la seule volonté du gouvernement est de nous diviser.

Or, les grands acquis sociaux n'ont été obtenus que par des mouvements d'ensemble, lorsque les salariés ont dépassé leurs prétendues divergences d'intérêts. Les congés payés, l'encadrement de la durée du travail, des protections pour les salariés face à la rapacité des patrons, ont été gagnés par des luttes collectives. Mais cette unité ouvrière ne tombe pas du ciel. Elle s'organise. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ceux qui devraient le faire, les confédérations syndicales, ne le font pas suffisamment. Est-on vraiment obligé d'émietter les actions à ce point ? Les fonctionnaires d'un côté le 19 mars, le 19 avril et le 22 mai ? Les cheminots 2 jours sur 5 ? Les enseignants le 3 mai, et le 22 ? On ne peut pas dire que cet éparpillement soit le meilleur moyen d'organiser cette nécessaire convergence.

Cela dit, malgré tout ça, on constate que la combativité ne s'essoufle pas. Les cheminots continuent massivement la grève, les salariés d'Air France ont fait savoir tout aussi massivement à leur directeur qu'on ne pouvait se moquer d'eux éternellement. Ils ont rejeté, par un referendum organisé par une direction se croyant maligne, ses propositions dérisoires d'augmentation de salaire. Si bien que le patron, qui avait mis sa démission dans la balance, est parti !

C'est bien le signe que la convergence des luttes est quelque chose de possible, car nous sommes tous concernés par les attaques actuelles contre l'emploi, les services publics et les salaires.

Le 7 mai 2018



# CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE

## NPA PARIS 19ème

Contact : anticapitaliste19@gmail.com

Des centaines d'emplois supprimés à la Cnav et dans les Carsat...

La COG de la Cnav vient d'être votée au CA (seules la CGT et la CGC se sont prononcées contre !) : suppression de 900 postes d'ici à 2022 dans la branche retraite... Ils s'ajoutent aux 1600 déjà supprimés depuis 2009. 2500 emplois, voilà ce que les gouvernements Sarkozy, Hollande, Macron auront supprimé en 13 ans, plus de 15% des effectifs.

Ce sont les assurés sociaux et les salariés des caisses qui vont payer cette politique de diminution des effectifs et des moyens de fonctionnement. Une seule perspective : la mobilisation de l'ensemble des salariés des Caisses de retraite. Et au-delà de tous les salariés de la Sécu, victimes des mêmes attaques.

---

Cnav : nos acquis ne sont pas des privilèges

Profitant de la mise en place des horaires individualisés, la Direction de la Cnav vient d'adresser un courrier à tous les salariés annonçant la suppression des usages tels que les dérogations rentrée scolaire ou arbre de Noël.

Le boycott par les élus de la réunion du CE où cette décision devait être officialisée et celui des pseudos négociations sur la « qualité de vie » (!) au travail par l'ensemble des syndicats sont une première réponse au mépris de la Direction. La suite, ce devrait être la mobilisation des salarié-e-s !

---

Carsat Normandie : la lutte paye !

Depuis le 3 avril 2018, les téléconseillers de la Carsat Normandie étaient en grève contre le sous effectif, la politique du chiffre, l'externalisation au privé du traitement des

appels téléphoniques. La direction a fini par reculer et satisfaire les revendications des grévistes : outre des mesures pour reconnaître leur travail, l'embauche immédiate de CDI. Première victoire ! Alors à qui le tour ?

---

CRAMIF : ça commence comme ça...

Le 19 avril, 5 techniciens du service invalidité (en CDI et titulaires) ont été convoqués par la direction de la Cramif en vue d'un licenciement pour « insuffisance professionnelle ». Une sanction collective plutôt inédite à la Cramif !

Ces cinq collègues sont des jeunes. Ce n'est sûrement pas un hasard. La direction commence à s'attaquer aux plus fragiles, pour ensuite créer « de nouvelles habitudes » dans la boîte et mettre tout le monde sous pression. Car qui ne peut pas être accusé « d'insuffisance professionnelle », alors que le sous effectif frappe tous les services, les conditions de travail se dégradent, et que c'est la hiérarchie qui fixe elle-même les objectifs ?

Une pétition de soutien circule. Et plus si affinités ? Car il est clair que c'est l'affaire de tout le monde.

